

Dans ce numéro

En couverture	1
• Bâtir des partenariats stratégiques pour soutenir le PCI - Entretien avec Shaïda Badiee	
• Taux de change des parités de pouvoir d'achat pour le recensement de la pauvreté	
Le mot du Directeur Mondial	2
Nouvelles en bref	2
• L'Amérique Latine publie des données plus détaillées sur la consommation	
• Atelier des coordonnateurs régionaux à Moscou	
• Délibération du Conseil d'Administration à Paris	
• Évaluation indépendante du PCI	
• Rapport d'étape sur les travaux des régions et des pays de l'Anneau en ligne	
Dossier	3
• L'autre visage du PCI	
Actualités régionales	9
• Pertinence des PPA de la pauvreté à la Banque Asiatique de Développement	
Méthodologie	10
• Un nouvel outil logiciel de recueil et de validation de données - pour l'équipement, la construction et les rémunérations du secteur public	
En dernières pages	12
• Le PCI poursuit son objectif en Asie Occidentale en dépit de la crise dans la région	

Bâtir des partenariats stratégiques pour soutenir le PCI

Entretien avec Shaïda Badiee,

Directrice, Groupe de Données de Développement, Banque Mondiale



Comment le Programme de Comparaison Internationale (PCI) nous aide-t-il à mieux comprendre le développement ?

Le PCI contribue à l'activité sur le développement de trois façons importantes. Tout d'abord, les résultats du PCI fournissent une base d'informations cruciale pour la recherche et l'élaboration de politiques. Mesurer avec précision la production réelle, la structure des économies, et le pouvoir d'achat des monnaies est essentiel pour comprendre le développement. Les parités de pouvoir d'achat sous-tendent, par exemple, le concept de seuil de pauvreté de 1\$ par jour qui est largement utilisé au plan international. Ensuite, le PCI encourage aussi l'harmonisation des données mondiales en faisant preuve d'une conformité rigoureuse aux normes mondiales de classifications statistiques, recueil de données, de traitement et de présentation de rapports. Enfin, le programme contribue aux initiatives de renforcement des capacités nationales et en bénéficie, en particulier dans les domaines des comptes nationaux et des statistiques sur les prix. >>

... à suivre, page 5

Taux de change des parités de pouvoir d'achat pour le recensement de la pauvreté

Angus Deaton, Professeur Chaire Dwight D. Eisenhower, professeur d'Affaires Internationales et d'Economie à l'Université de Princeton.



Les taux de pauvreté dans le monde

Les taux de pauvreté dans le monde, soit le nombre de personnes dans le monde qui vivent avec moins de \$1 ou \$2 par jour en dollars de la parité de pouvoir d'achat de 1993, font partie des statistiques les plus suivies par la communauté du développement. Lorsque les statisticiens de la Banque Mondiale calculent la pauvreté mondiale, la première étape consiste à utiliser les taux de change de la Parité de Pouvoir d'Achat (PPA) pour convertir les seuils internationaux de \$1 et \$2 en seuils de pauvreté équivalents dans la monnaie locale pour chaque pays; il faut noter que ces derniers diffèrent complètement des seuils de pauvreté utilisés par les pays à des fins nationales. Des enquêtes nationales auprès des ménages permettent ensuite d'évaluer le nombre de personnes dans chaque pays vivant dans des ménages dont les dépenses totales par tête (ou les revenus par tête si les dépenses ne sont pas connues) sont moins élevées que la valeur de la PPA des seuils internationaux. Le seuil même de un dollar par jour a été choisi à l'origine car il se rapprochait de l'équivalent en PPA des seuils de pauvreté nationaux d'un groupe de pays pauvres dans le monde. >>

... à suivre, page 7

Le mot du Directeur Mondial

Chers lecteurs,

Les faits marquants de la présente édition sont les contributions d'Alan Heston et d'Angus Deaton, tous deux membres éminents du Groupe Consultatif Technique qui apporte un soutien sans égal au Programme de Comparaison Internationale. Mes sincères remerciements à tous les deux pour leurs propos sur les origines du PCI et la méthodologie visant à améliorer les mesures, fondées sur les PPA, du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. La contribution de Bishnu Pant nous apporte la dimension utilisateur. Shaïda Badiee nous fait part de ses idées sur la constitution de partenariats stratégiques pour soutenir le PCI.

La récente publication des Parités de pouvoir d'achat préliminaires (PPA) et des indices du PIB pour l'Amérique Latine suscite des attentes quant à la suite. Le Bureau Mondial a reçu de nombreuses demandes de renseignements visant à savoir quand le reste des données régionales et mondiales sera disponible. De plus, certains veulent une information en avant-première ou informelle, comme par exemple la PPA probable du pays X. D'autres demandent à avoir accès aux prix moyens.

Les Coordonnateurs régionaux ont soulevé des questions sur les modalités de prise en compte de leurs PPA régionaux et de leurs parts de dépenses lors de la préparation des résultats mondiaux. Jusqu'à maintenant, l'accès aux données de chaque région était limité au seul Bureau Mondial. La question est de savoir qui voit quoi lorsque les données régionales sont combinées dans une base de données mondiales pour préparer les PPA mondiaux.

En conséquence, le Bureau Mondial a élaboré des politiques étayées définissant l'accès aux différents ensembles de données. Les principes fondamentaux suivis par les organisations nationales et internationales quant à la confidentialité des données et la publication de statistiques officielles constituent la base de cette politique. Le Conseil d'Administration du PCI et les coordonnateurs régionaux en prennent actuellement connaissance, et elles seront ensuite affichées sur le site web du PCI.

L'attention des régions est attirée de nouveau sur les exigences de qualité des données et les contraintes de temps, aux fins d'inclusion dans les résultats mondiaux. Le Conseil d'Administration recevra un état d'avancement pour chaque région, pour sa réunion du 17-18 Octobre 2006. Il fixera ensuite une date pour la publication des premiers résultats mondiaux. Les régions et les pays satisfaisant à la qualité des données et aux calendriers seront inclus dans ces premiers résultats, les autres seront intégrés aux comparaisons lorsque les résultats définitifs seront publiés.

Les coordonnateurs régionaux et les pays, qui ont consacré beaucoup d'énergie à cet effort, ont indiqué qu'il convenait d'agir rapidement quant à l'avenir du PCI. Selon eux, si la poursuite du programme n'est pas prévue, le personnel des instituts nationaux partira discrètement et ce sera une perte considérable de connaissances et d'expérience. Le Bureau Mondial procèdera bientôt à une évaluation du cycle actuel pour assurer une transition sans heurts vers le prochain cycle.

Je voudrais conclure en remerciant tout particulièrement les pays qui relèvent des prix pour les produits de la liste de l'Anneau. Ce travail a exigé un véritable engagement de leur part, car il vient s'ajouter aux activités encore en cours pour compléter les comparaisons régionales.

Fred Vogel

Nouvelles en bref

L'Amérique Latine publie des données plus détaillées sur la consommation

La région Amérique Latine a été la première à publier ses données préliminaires sur les PPA en juin 2006, pour la consommation des ménages, y compris pour la santé et l'éducation. Les données préliminaires comprenaient des estimations de PPA et des données connexes comme les dépenses par tête. La nouvelle publication d'octobre 2006 est limitée aux indices de niveaux de prix et aux taux de PPA, et fournit des informations détaillées couvrant 70 rubriques de base sélectionnées. Les données pour l'ensemble du PIB y compris la consommation, les dépenses publiques, la construction, les machines et l'équipement, et leurs sous agrégats seront publiées début 2007. Ces nouvelles données sont disponibles sur le site web du PCI.

Atelier des Coordonnateurs régionaux à Moscou

Les coordonnateurs régionaux du PCI et le personnel du Bureau Mondial se sont rencontrés à Moscou du 24 au 28 juillet 2006. Cette réunion avait principalement pour objet de permettre à chaque région de présenter ses prix moyens et ses PPA préliminaires par rubrique de base aux autres régions. Il s'agit d'un exercice essentiel pour s'assurer que des méthodes concordantes soient suivies dans les régions. Les pondérations de prix et de dépenses tirées des comparaisons régionales ont également été examinées, et les prix de la comparaison de l'Anneau ont fait l'objet d'une première étude. La discussion a porté aussi sur les étapes à suivre pour étalonner les PPA régionales par rapport à une base et à une monnaie internationale commune. La politique de double publication des résultats préliminaires et des résultats définitifs a également été confirmée.

Délibération du Conseil d'Administration à Paris

Le Conseil d'Administration du PCI s'est réuni le 16 juin 2006 à Paris. Il s'agissait principalement pour lui de charger le Bureau Mondial de finaliser les déclarations de politique d'accès aux données, de préparer un programme de travail aboutissant à la publication des résultats mondiaux qui lui seront soumis, de démarrer la planification de l'évaluation indépendante du cycle actuel, et de commencer à aborder la question de l'avenir du PCI. Le Conseil s'est réuni de nouveau du 17 au 18 octobre à Washington pour prendre les dernières mesures relatives à ces questions et fixer une date pour la publication des premières données mondiales.

Evaluation indépendante du PCI

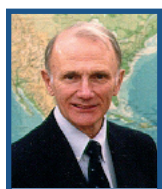
Le présent cycle ne ressemble à aucun autre cycle antérieur. En effet, une nouvelle structure de pilotage basée sur la mise en place d'un Bureau Mondial (BM) appuyé par un Conseil d'Administration et un Groupe Consultatif Technique a été constituée. Une nouvelle méthodologie fondée en premier lieu sur l'élaboration de descriptions structurées de produits, et en second lieu, sur de nouvelles méthodes améliorées pour l'équipement, la construction, et le logement, a été développée et mise en oeuvre. De nombreux logiciels ont été mis au point pour appuyer les nombreuses activités de recueil et de validation des données. A la lumière de ces nombreuses évolutions, le Conseil d'Administration a chargé le BM de préparer une lettre de mission pour une évaluation indépendante. Commander une évaluation globale, couvrant tous les aspects du programme au niveau national, régional et mondial, requiert une planification minutieuse et un budget important. Le BM est actuellement en phase de préparation de la lettre de mission et de mobilisation des ressources pour mener à bien son mandat.

Rapport d'étape sur les travaux des régions et des pays de l'Anneau en ligne

La validation régionale des pondérations du PIB et des résultats de l'enquête sur les rémunérations du secteur public pour les pays de l'Anneau Eurostat/OCDE sont en cours de finalisation. En Asie, des groupes d'experts associés aux enquêtes de prix sur la construction et l'équipement sont constitués pour aider à la validation des données régionales. Rendez-vous sur le site web du PCI pour obtenir plus d'informations actualisées sur le recueil de données des régions et de l'Anneau: www.worldbank.org/data/icp

L'autre visage du PCI

Alan Heston, Professeur Émérite d'Economie,
Université de Pennsylvanie



Quand le Projet de Comparaison Internationale (PCI) de l'ONU a été créé en 1968, il prévoyait de réaliser des comparaisons de pouvoirs d'achat et de produits réels entre pays membres. Il y avait plusieurs choix à faire. La comparaison serait-elle établie pour toutes les rubriques du PIB, ce qui correspondait certainement au choix des partisans du PCI ? Quand au fond, la comparaison devait-elle être effectuée sous l'angle des dépenses des comptes nationaux ou sous l'angle de la production, dans la mesure où les deux types de comparaison étaient envisagés lors de la création du PCI ? Le présent article s'attache à cette question et aux réponses qui lui ont été apportées.

Lorsque la décision a été prise, il existait différents modèles pour les deux types de comparaisons. L'une des études universitaires largement utilisée à l'époque était « Conditions of Economic Progress » de Colin Clark. Son travail mettait l'accent sur l'approche production des comptes, établissait des comparaisons au niveau du revenu national et les exprimait dans ce qu'il appelait des Unités Internationales pour quelques 36 pays pour la période 1925-1934. Les Unités Internationales avaient le pouvoir d'achat du \$US pour ces années de référence. Plusieurs niveaux de détail peuvent être utilisés dans les études fondées sur l'approche production et le travail de Clark couvrait uniquement les secteurs à un chiffre.

Comparaison des PPA de la période 1950-1965

Milton Gilbert a joué un rôle capital en encourageant deux études sur le pouvoir d'achat, la première impliquant les États-Unis dans des comparaisons binaires de dépenses avec la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni (Gilbert et Kravis, 1954). La seconde étude de Paige et Bombach (1959) a servi de modèle aux études suivantes portant sur l'industrie d'origine, et mettait principalement l'accent sur le secteur manufacturier. Plusieurs études parallèles sur le pouvoir d'achat basées sur l'approche des dépenses ont été réalisées dans les années 60, y compris par la Commission Economique et Sociale des Nations Unies pour l'Amérique Latine (1963) et le Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM).

Ces études sur le pouvoir d'achat sont autant de jalons qui ont conduit à la création du PCI, et les participants du CAEM, de la CELA et de l'OCDE ont tous pris part à la première planification de la comparaison de référence de 1970. Les premières comparaisons de référence ont été établies selon l'approche dépenses qui s'avérait plus facile du point de vue des données, tant que les exportations et les importations n'étaient pas traitées en détail. Mais les comparaisons des dépenses sont plus faciles seulement si vous imposez des normes de comparaison aussi élevées que celles de l'étude Paige-Bombach pour les études s'appuyant sur l'approche production. Il y a aussi des comparaisons de production très simples qui peuvent être réalisées dans les cas où la plupart des comparaisons de prix sont indirectes, et établissent des hypothèses sur le rapport entre des taux de salaires et la productivité par paires ou par groupes de pays. Cette technique sous-tend la plupart des comparaisons de Colin Clark. Et c'est la technique qui a été acceptée par la CIA US et d'autres organismes liés à la défense et appliquée par leurs consultants pour des pays clés (par exemple, Hollister, 1957, pour la Chine). Décider finalement

de suivre l'approche dépenses signifiait que les comparaisons de production ne pouvaient être effectuées que de façon imparfaite au niveau du PIB, alors que les comparaisons de productivité sectorielle présentaient beaucoup d'intérêt du point de vue analytique.

Utilisation des comparaisons directes et indirectes de prix et valeurs unitaires

Dans les deux approches dépenses et produit, il est souvent nécessaire d'utiliser des comparaisons indirectes de prix, par opposition aux comparaisons directs de prix; autre décision que doit prendre le PCI. Dans une comparaison entre deux pays, la comparaison de prix de tout article dans les pays A et B est :

$$PA/PB = (DépensesA/QA)/(DépensesB/QB)$$

Si nous faisons une comparaison directe de prix comme dans le cas d'articles de consommation, une douzaine d'œufs, par exemple, on peut alors l'utiliser pour déduire QA/QB en divisant les ratios de dépenses de A/B par les ratios des prix. A cette époque, la plupart des pays évaluaient les prix sur la base de spécifications dans le cadre de leurs enquêtes d'IPC, en comparant dans le temps le prix d'un même article selon une spécification écrite. Il est apparu souhaitable de se fixer comme objectif statistique raisonnable d'appliquer la même technique pour la comparaison spatiale des prix.

En regardant les principes de base, il apparaît clairement qu'il y a deux autres méthodes indirectes qui permettent d'obtenir la même information. La première consiste à comparer directement des indicateurs quantitatifs, par exemple le nombre de lits d'hôpital pour 1000 personnes pour les pays A et B, et de considérer qu'il s'agit d'une comparaison directe de quantité. Dans ce cas, l'estimation de PA/PB serait indirecte, elle diviserait les ratios de dépenses par les ratios de quantité directement estimés, QA/QB . Le PCI y a recours, lorsque les comparaisons directes de prix sont très difficiles, comme dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Les valeurs unitaires ou les mesures indirectes de valeurs unitaires représentent une autre forme de comparaison indirecte utilisée dans l'approche dépenses du PCI, mais davantage dans l'estimation des PPA par l'approche production. L'estimation de la valeur unitaire de PA est $(DépensesA/QA)$. Le ratio de deux valeurs unitaires constitue à l'évidence un autre type de ratio de prix. Les valeurs unitaires sont fréquemment disponibles dans les enquêtes sur les dépenses des ménages, et ont été utilisées pour leurs travaux sur la pauvreté par Angus Deaton et Prasada Rao. Elles permettent de disposer facilement d'estimations pour les achats des ménages, comme les œufs et les céréales, qui sont nécessaires aux deux approches, dépenses ou production.

Toutefois, pour le secteur public, il y a peu de quantités facilement identifiées. Par conséquent, il n'y a pas de ratios directs de quantités à partir desquels déterminer les prix indirects, et on ne peut pas non plus estimer les valeurs unitaires. D'habitude, les ratios de prix sont calculés par approximation en comparant les rémunérations et les salaires pour des catégories d'emploi similaires dans différents pays. L'hypothèse sous-jacente est que les services publics rendus, par exemple, par un mécanicien, sont les mêmes dans tout le pays de sorte qu'une comparaison des salaires des mécaniciens se rapproche d'une comparaison de prix de la production des services publics.

Utilisation des valeurs unitaires dans l'approche production

Angus Maddison était à l'OECE à l'époque des études de Gilbert-Kravis et de Paige-Bombach, et a toujours été >> ... à suivre, page 4

Alan Heston ... suite de la page 3

fortement intéressé par les tendances en matière de productivité. Alors qu'il était à l'Université de Groningen, Maddison a été le premier à encourager les études s'appuyant sur l'approche production et utilisant les valeurs unitaires comme base pour les PPA. Ses étudiants, plus particulièrement Bart van Ark, ont augmenté le nombre de pays pris en compte et amélioré la méthodologie au Groningen Growth and Development Center (GGDC). Leur site web met à disposition leurs estimations et leurs documents méthodologiques sur la productivité sectorielle du capital et du travail sur une base individuelle et horaire. (www.GGDC.net).

Parce que le GGDC établit ses estimations à partir de la production plutôt que par l'approche dépenses, il a besoin des estimations des PPA de l'industrie ou des PPA sectoriels. Le GGDC, en collaboration avec le National Institute of Economic and Social Research (Londres), a entrepris plusieurs études de ce type en utilisant largement les valeurs unitaires basées sur le producteur, obtenues grâce aux recensements sur la production manufacturière et aux enquêtes sur l'industrie (voir Van Ark et Timmer, 2001, pour plus d'informations). Il n'y a eu que quelques tentatives visant à obtenir une reconstitution complète des PPA de l'industrie aux fins d'agrégation au niveau du PIB, et pour un petit sous ensemble de pays uniquement (Jorgenson 1995 ; Madison et Van Ark, 1989, 2002).

4 Avantages des estimations fondées sur l'approche production

Le PCI s'est axé sur l'approche dépenses, en recueillant des prix et des parts de budget pour les catégories de dépenses finales, et en les utilisant pour établir les PPA et les déflateurs pour le PIB nominal. Mais, de nombreux utilisateurs des PWT gardent à l'esprit l'approche production lorsqu'ils utilisent le PIB réel pour établir et comparer les productivités des pays, et c'est la raison pour laquelle développer des mesures séparées pour les deux approches du PIB réel représente un objectif d'une certaine importance.

Prenons la mesure du PIB agrégé sous l'angle des dépenses. On constate que, typiquement, pour des pays comme les Pays-Bas ou la Norvège, la production par ouvrier est très supérieure à celle des USA. En 2004, les Pays-Bas affichait 103,8 et la Norvège 130,2% de la productivité du travail des États-Unis au niveau du PIB, alors que le PIB par habitant était de 73,1 et 94,5% pour les Pays-Bas. Ce paradoxe apparent est clairement lié à la proportion de femmes dans la population active et au total d'heures travaillées. Non seulement la population active représente un pourcentage plus élevé de la population qu'aux États-Unis, mais encore elle travaille plus d'heures par an.

Ce n'est qu'un aspect du problème, et il faut vraiment étudier les différents secteurs manufacturiers pour bien comprendre ce qui se passe. En Belgique, par exemple, la productivité horaire est inférieure à celle des États-Unis dans toutes les industries, néanmoins la productivité moyenne par travailleur est de 16% supérieure à celle des États-Unis. L'explication se trouve dans la composition de la production de la Belgique qui dépend fortement de l'acier, souvent des aciers spéciaux, et où la productivité par travailleur est inférieure à celle des États-Unis, mais est supérieure à celle de la plupart des industries des deux pays. Ainsi, l'importance de l'acier pour la Belgique pousse la productivité moyenne du travail au dessus de celle des États-Unis où la production est répartie de façon plus uniforme entre tous les secteurs. Ces exemples montrent bien pourquoi, aussi difficiles soient elles à réaliser, les

comparaisons par l'approche production constituent un aspect aussi important du PCI.

Heureusement les travaux du Groupe de Groningen sont largement diffusés, en termes de croissance de productivité, grâce à une initiative commune avec le Conference Board (www.conference-board.org). Un rapport annuel du GGDC est publié dans le cadre du programme du Conference Board; il couvre la production par employé dans 97 pays et la production horaire pour un petit nombre de pays industriels. Il offre des niveaux comparatifs de productivité et de croissance, et a reçu un accueil favorable.

Quelques problèmes communs et potentiel

Il y a des domaines de recoupement dans les approches production et dépenses, ce qui simplifie l'harmonisation. Pour le meilleur ou pour le pire, les deux approches sont confrontées à des problèmes similaires pour estimer les PPA pour les secteurs de l'administration publique, de l'éducation et de la santé. Les autres domaines de recoupement pour lesquels l'approche production tend à accepter les estimations de l'approche dépenses sont la construction et les biens d'équipement. Ceci s'explique, entre autres, par le fait que les valeurs unitaires ne sont pas facilement disponibles pour le secteur de la construction. Et alors que les valeurs unitaires sont disponibles pour les machines, dans ce secteur les catégories sont typiquement très hétérogènes, si bien que des moteurs diesel de capacités différentes peuvent être inclus dans la même quantité. Pour cette raison, l'utilisation des évaluations de prix sur la base de spécifications comme dans l'approche dépenses peut convenir pour ces secteurs dans l'approche production. Les équipements de transport en sont une claire illustration ; dans ce secteur, les quantités sont très hétérogènes, alors qu'il est relativement simple de comparer les prix pour un modèle donné ou des prix estimés tirés d'une régression hédonique. Parce que le concept du prix dans l'approche production tient compte de la valeur ajoutée, les PPA relatives aux dépenses pour ces secteurs requièrent certains ajustements, mais sont à part cela pertinentes.

D'autres complémentarités existent entre les approches dépenses et production, le commerce au détail en est un exemple. Bien que les services de distribution ne soient pas directement évalués dans l'approche dépenses, ils sont importants pour expliquer les prix relatifs dans l'espace. Dans ses études des secteurs du commerce de gros et de détail, le GGDC a trouvé des différences considérables de productivité dans les pays. Elles constituent de précieuses sources d'information pour l'approche dépenses parce que les différences de productivité sont fréquemment fonction de la taille du point de vente. Des secteurs de commercialisation plus efficaces peuvent appliquer des prix consommateurs finals plus bas que ce ne serait le cas autrement.

Les régressions hédoniques fournissent des estimations sur la pondération à attribuer aux caractéristiques de plusieurs produits ou services dans la détermination du prix. Ces caractéristiques qui déterminent les prix seront réparties en partie entre les biens et les services intermédiaires et finals. Ceci veut dire qu'il y a un potentiel d'utilisation d'information commune sur l'importance des différentes caractéristiques dans les deux approches. À l'heure actuelle, ce peut être au mieux un sujet de recherche, mais avec l'utilisation croissante des méthodes de régression hédonique dans les comparaisons de prix, les applications futures peuvent ne pas tarder. >>

... à suivre, page 8

Shaida Badiie ... suite de la page 1

En quoi le cycle actuel du PCI diffère-t-il des précédents cycles ?

L'un des éléments différenciateurs du cycle actuel est sa structure de pilotage améliorée qui met l'accent sur une appropriation commune et une étroite collaboration entre les instituts nationaux de statistiques, les organisations régionales et les organismes internationaux.

Par le passé, l'apport des pays participants était limité. Par comparaison, le cycle actuel est détenu et géré par un consortium d'organisations nationales, régionales et internationales qui l'administre, sous les auspices du Conseil d'Administration du PCI. Le Conseil est composé d'éminents administrateurs et experts en statistiques, et veille à une représentation équilibrée des parties prenantes de toutes les régions du monde. Le programme est devenu, ainsi, un exemple d'effort de collaboration, et s'écarte des initiatives ad hoc isolées pour promouvoir plutôt un partenariat stratégique et une approche programmée.

Le cycle en cours s'est attaqué à des problèmes de qualité de données en se fondant sur une recherche ciblée. Un Groupe consultatif technique, composé d'experts de renom, a apporté au Bureau mondial les conseils indispensables à son travail méthodologique. Un Groupe consultatif sur la *pauvreté* a également été créé pour mettre l'accent sur le problème de la mesure du pouvoir d'achat des foyers pauvres. Les groupes consultatifs ont identifié un certain nombre de problèmes méthodologiques non résolus, qui sont maintenant pris en compte. Deux importants résultats sont attendus ; les PPA spécifiques à la pauvreté et une comparaison internationale du coût de la formation de capital. Des progrès remarquables ont aussi été réalisés quant aux procédures de validation des données et aux méthodes d'agrégation des PPA.

Un guide complet, un manuel d'accompagnement et une suite correspondante d'outils logiciels comblent également les profondes lacunes des cycles précédents du PCI. Ces outils ont permis de s'assurer que des procédures communes soient effectivement suivies. Des efforts ont été consentis pour maximiser les synergies entre le PCI et les programmes nationaux de statistiques. Ces changements se traduiront par des capacités statistiques accrues et une meilleure qualité des données.

Pouvez-vous nous parler du rôle de la Banque Mondiale dans le PCI ?

La Banque Mondiale a appuyé le PCI depuis son démarrage en 1968, lors de sa présentation comme projet pilote à l'Université de Pennsylvanie. La Banque a soutenu les phases suivantes du programme dans sa transition progressive d'un projet pilote à un programme régulier à cycle quinquennal.

En 1999, la Commission de statistique de l'ONU a demandé un nouveau cadre stratégique et un plan d'action opérationnel que la Banque a élaboré en étroite consultation avec d'autres organisations internationales. Le nouveau cadre et le plan d'action se sont attaqués aux défauts institutionnels, organisationnels, opérationnels et méthodologiques du programme. Par la suite, la Banque Mondiale a été mandatée par la Commission pour convoquer les partenaires du PCI, mobiliser les ressources, et héberger le Bureau Mondial du PCI chargé de la gestion et de la coordination au quotidien du cycle actuel.

La réussite du programme actuel est véritablement due à l'engagement collectif de tous les partenaires. La Banque Mondiale apporte un soutien financier, technique et administratif au Bureau Mondial du PCI,

mais aucune institution ne peut entreprendre seule un programme mondial aussi complexe que le PCI. Tout en se conformant aux principes de promotion d'une ample appropriation et du partage des responsabilités, la Banque considère que son rôle premier est de bâtir plus largement et d'approfondir des partenariats mondiaux pour créer une base plus solide de soutien aux activités du PCI.

L'une des questions posées par l'évaluation du PCI de Ryten portait sur le dilemme classique des services publics dès qu'il s'agit d'assurer un financement durable. Comment l'aborde-t-on ?

Le problème que pose la constitution d'une coalition pour soutenir un service public reste l'obstacle majeur que le PCI doit surmonter. Le rapport Ryten demande à juste titre aux institutions internationales de développement, en tant que principales utilisatrices des données, de se montrer à la hauteur de l'enjeu et de s'accorder sur un partage des coûts. Le rapport montre de façon irréfutable qu'un partenariat durable doit être fondé sur les avantages comparatifs des différents partenaires, tant en termes de capacité que de ressources.

Notre stratégie a consisté à développer des partenariats à trois niveaux : en premier lieu avec les principales organisations internationales utilisant les données ; en second lieu avec les organisations régionales impliquées dans le renforcement des capacités ; et en troisième lieu avec les partenaires bilatéraux qui reconnaissent l'importance du PCI. Nous avons assez bien réussi, mais il reste encore beaucoup à faire.

Le cycle actuel a beaucoup progressé dans le renforcement de la crédibilité du programme et nous espérons que ceci encouragera les partenaires actuels à accroître leur participation et que de nouveaux partenaires rejoindront l'accord de partage des coûts. Nous devons également fournir aux pays les capacités d'assumer leur part des coûts du recueil de données en intégrant les travaux du PCI à leurs enquêtes nationales d'IPC. Dernier point et non des moindres, nous attendons du Conseil d'Administration du PCI qu'il joue un rôle clé dans le renforcement du soutien mondial et qu'il établisse une base financière durable.

A votre avis, quand seront publiées les données mondiales ?

A l'origine, il était prévu de publier les estimations des PPA mondiales préliminaires pour le deuxième trimestre 2007. Mais certaines régions ont accusé des retards pour finaliser leurs estimations des PPA, et à cause de problèmes imprévus de calcul des pondérations des comptes nationaux, le calendrier de publication a été repoussé au dernier trimestre 2007. Certains pays participants procèdent actuellement à la révision de leurs comptes nationaux après avoir connu des problèmes significatifs aux niveaux des dépenses des rubriques de base. Ceci se traduira par une meilleure qualité des données sur les PPA et une amélioration des estimations des comptes nationaux.

Le rapport Ryten a reproché aux institutions multilatérales de développement de ne pas utiliser les données sur les PPA pour des objectifs opérationnels. Croyez-vous que la Banque Mondiale puisse commencer à utiliser les résultats des PPA du cycle actuel à des fins opérationnelles et de politique ?

Le Bureau Mondial a été chargé récemment de préparer une note de synthèse à l'intention des Administrateurs de la Banque Mondiale sur les sources, les méthodes, et l'utilisation des données sur les PPA aux fins de décisions opérationnelles. >>

... à suivre, page 6

Shaida Badiee ... suite de la page 5

Cette note a été présentée lors d'une réunion présidée par le Président Paul Wolfowitz et à laquelle participaient les Administrateurs et d'autres hauts responsables. Une séance de présentation similaire a été organisée pour les Nations Unies à New York. En général, il y a une demande croissante pour des données de qualités sur les PPA pour aider à l'élaboration de politiques dûment étayées et à la prise de décisions opérationnelles.

Dans le principe, la Banque Mondiale reconnaît que les estimations des PPA constituent une base solide pour classer les pays par niveau de revenus, évaluer le pouvoir d'achat des monnaies et, par conséquent pour déterminer quelle maîtrise ont les individus sur les ressources économiques. Dans la pratique, sa position a été d'utiliser les taux de change officiels jusqu'à ce que la qualité, l'opportunité, la continuité, et la fiabilité des données sur les PPA se soient suffisamment améliorées. Avant de migrer vers les PPA, nous devons veiller à ce que la qualité des données passe le test "d'adéquation à l'usage". Des tests et des analyses rigoureux doivent être conduits pour veiller à leur cohérence. Il nous faut également assurer la durabilité du programme.

Cela dit, je suis confiante et je pense que les résultats du cycle actuel répondront aux attentes des utilisateurs. Les données tirées du cycle actuel offriront une nouvelle opportunité d'étendre l'utilisation des données sur les PPA depuis la recherche jusqu'aux domaines opérationnels et politiques. Une fois la qualité des nouvelles données mondiales confirmée, nous préparerons une note de synthèse conseillant à notre Conseil d'Administration d'envisager d'utiliser les données sur les PPA dans son processus de décisions opérationnelles.

Entre-temps, il nous faut faire mieux comprendre aux utilisateurs les statistiques sur les PPA. Le programme génère des masses d'informations sur les catégories de prix et de dépenses, mais il faut désormais porter notre attention sur le PIB par habitant ajusté avec les PPA et les PPA relatives au seuil de pauvreté de 1\$ par jour. Nous pouvons démontrer l'utilité des données pour une large gamme de travaux politiques et opérationnels aux niveaux national et international. Il s'agit à la fois d'un enjeu et d'une opportunité.

Un nouveau cycle du PCI est-il prévu ?

Les pays participants et les agences régionales d'exécution ont manifesté leur intérêt quant à la poursuite du programme et au démarrage de la planification du prochain cycle. Le Conseil d'Administration du PCI a chargé le Bureau Mondial de commander une évaluation indépendante. L'objet de cette évaluation est d'identifier les facteurs qui ont gêné la bonne exécution du programme et de formuler les recommandations indispensables à la préparation des cycles à venir.

En bref, l'idée d'un autre cycle est fortement appuyée. La question est de savoir quand plutôt que si. Les coordonnateurs régionaux et nationaux nous suggèrent de démarrer le prochain cycle immédiatement après la fin du cycle actuel en 2007. Cela paraît essentiel si nous voulons tirer parti de la dynamique du cycle actuel, capitaliser sur les avantages des mesures prises en matière de renforcement des capacités, et garder le personnel actuel qui est expérimenté. Compte tenu des rapides évolutions de l'économie mondiale, il faut que les estimations des PPA soient actualisées sans retard. Il est, toutefois, capital de faire le point sur le présent cycle, pour voir ce qui a marché et ce qui doit être

amélioré. Le Conseil d'Administration du PCI abordera la question du calendrier du prochain cycle et la Commission de statistique de l'ONU décidera en dernier ressort.

Quel est votre point de vue sur la future orientation stratégique du PCI ?

L'un des enseignements que nous avons tiré du cycle actuel est que le PCI doit être perçu comme un moyen servant une fin, plutôt que comme une fin en soi. Le problème essentiel pour que perdure le PCI n'est pas de se concentrer sur les PPA, mais bien de ne pas perdre de vue le cadre dans lequel s'opèrent le recueil, la validation et le traitement des données. L'objectif devrait être de bâtir un programme plus efficace qui puisse aider à renforcer la capacité des pays, à améliorer leurs comptes nationaux et leurs statistiques sur les prix dont dépendent les estimations des PPA, tout en atteignant l'objectif plus restreint de production de données fiables, pertinentes et fournies en temps utile.

Nous devons identifier les éléments clés qui constitueront l'orientation stratégique en matière de renforcement des capacités. Au cours du prochain cycle, nous mettrons l'accent sur les activités qui vont le plus dans le sens de l'harmonisation du PCI avec les programmes nationaux de statistiques. L'objectif pourrait être de mettre en place un processus coût-efficacité bien intégré.

Bien entendu, les prochains cycles doivent partir de l'expérience du cycle actuel. Des leçons importantes ont été tirées des activités de Statistique Canada en tant que coordonnateur pour la région Amérique latine, et elles fournissent un ensemble riche d'expériences sur les aspects administratifs et techniques du programme. Le Bureau australien de statistiques a joué un rôle clé en fournissant une assistance technique à la région Asie Pacifique. L'ONS du Royaume Uni et l'INSEE de la France ont apporté un soutien technique au PCI-Afrique. Nous devons mettre sur pied des relations de collaboration similaires avec d'autres organismes de statistiques expérimentées.

L'autre défi est de déterminer le bon mix et le nombre optimal de pays qui pourraient être regroupés dans un ensemble régional ou sous-régional. Vu sous l'angle de la gestion du programme, ce sera essentiel pour une coordination plus efficace et efficiente. Sous celui du renforcement des capacités, cela nous permettra de concevoir une stratégie et un plan d'action mieux ciblés.

Aimeriez-vous ajouter quelque chose ?

Je voudrais conclure en remerciant tous nos partenaires. Il peut sembler un peu prématuré de se féliciter, mais nous pouvons être fiers des mesures significatives prises pour améliorer la crédibilité du programme, comme l'a fait remarqué la Commission de Statistique de l'ONU à sa dernière session en mars 2006. Le succès obtenu à ce stade n'aurait pas été possible sans le ferme engagement et les contributions financières de nos partenaires. Je me dois également de citer le partenariat du PCI avec l'OCDE et le programme de comparaison d'Eurostat qui nous a fourni l'occasion unique de coordonner deux programmes de comparaison gérés indépendamment grâce à une direction commune. Dernier point et non des moindres, je voudrais exprimer ma reconnaissance, et adresser mes plus sincères remerciements, aux membres du Groupe consultatif technique et du Groupe consultatif sur la pauvreté pour leurs précieuses contributions. ■

Angus Deaton ... suite de la page 1

Les taux de change des PPA jouent un rôle clé indéniable dans les calculs de la pauvreté dans le monde, à la fois en déterminant le seuil de pauvreté international et en le convertissant en monnaie locale pour chaque pays contribuant au recensement. Il est également essentiel de mesurer les PPA de façon précise puisque les taux de pauvreté dans le monde varient sensiblement en fonction des taux de change des PPA pris en compte pour leur calcul. Dans les pays pauvres qui contribuent le plus à ces chiffres, une grande partie de la population vit aux alentours du seuil international de pauvreté. Dans ces cas là, même des changements minimes dans la valeur locale du seuil, dus par exemple à une légère modification de la PPA utilisée pour convertir la somme de \$1 par jour, entraîneront le reclassement d'un grand nombre de personnes dans la catégorie pauvre ou non pauvre. En 1998, la Banque Mondiale a révisé ses taux sur la pauvreté mondiale et elle est passée des taux de change de la PPA de la version 5.6 des Penn World Tables à ses propres estimations de la PPA recalculée. Cette modification a fait passer le taux de pauvreté en Afrique Subsaharienne de 39% à 50% de la population pour 1993 (année de référence pour les deux calculs).

Taux de change des PPA et conversion du seuil international de pauvreté

Le Programme de Comparaison Internationale (PCI) est avant tout un prolongement du système international des comptes nationaux. Sa mission principale est d'évaluer les composantes du produit national de chaque pays exprimés en prix internationaux communs afin de pouvoir établir des comparaisons utiles entre pays dans les mêmes unités. Les taux de change des PPA émanant de cet exercice sont des indices de prix qui convertissent la consommation, l'investissement ou le PIB exprimés en monnaie locale en monnaie internationale. Plus particulièrement, dans le système Geary-Khamis utilisé dans le Penn World Table, le taux de change des PPA pour l'Inde et le Kenya par exemple est l'indice de prix Paasche calculé en divisant la consommation agrégée de l'Inde ou du Kenya en roupies ou en shillings par sa valeur en dollars de la PPA internationale. De tels indices de prix sont loin d'être la solution idéale pour convertir un seuil international de *pauvreté* en prix locaux. Pour ce calcul, nous voulons comparer non pas les valeurs des paniers agrégés de la consommation nationale mais les valeurs des paniers de biens et de services consommés par les personnes vivant au seuil international de pauvreté ou proches de celui-ci. La Banque Mondiale a toujours compris ce problème et utilise les taux standard du PCI, faute de données plus adaptées. Le groupe sur la pauvreté du PCI travaille actuellement sur cette lacune, parallèlement au cycle actuel, afin de présenter des PPA de la pauvreté ou des « PPAP » pour toute une série de pays.

Pourquoi les PPA de la pauvreté sont-elles différentes des PPA relatives aux comptes nationaux ?

L'utilisation des PPA sur la consommation standard pour les travaux sur la pauvreté soulève deux types de problèmes. Premièrement, les prix nationaux relevés par le PCI peuvent être différents des prix payés par les pauvres, ou par les personnes proches du seuil de pauvreté. Deuxièmement, même si les pauvres payent les mêmes prix que les autres, ils n'ont pas les mêmes schémas de consommation. Par conséquent, les pondérations pour un indice de PPA de la pauvreté devraient être différentes des pondérations appliquées à un indice de consommation agrégée. Le premier problème est bien plus difficile à résoudre que le second, pour lequel des progrès notables sont enregistrés.

Pourquoi est-il si difficile de relever les prix pour les personnes proches du seuil de pauvreté ? L'une des raisons tient à un désaccord sur les faits. On constate souvent que les pauvres sont contraints d'acheter en petites quantités parce qu'ils sont pauvres, et ne peuvent donc pas bénéficier d'économies d'échelle au même titre que les foyers plus aisés. Néanmoins, les enquêtes auprès des ménages montrent souvent que les valeurs unitaires des produits de première nécessité comme le riz ou le blé sont *plus élevées* pour les foyers plus aisés. On peut certainement attribuer au fait que les riches achètent des produits de meilleure qualité mais jette le doute sur l'importance générale des économies d'échelle dans les achats. Concernant les aliments de première nécessité comme les céréales, les pauvres ont tout intérêt à acheter en gros et il est prouvé que c'est bien le cas. De plus, les pauvres font souvent leurs achats dans des points de vente différents de ceux des riches: dans des petites boutiques ou à des étals de marchés de villages par exemple plutôt que dans des supermarchés en ville. Pour répondre à cette situation, il est important que les recenseurs du PCI ne se limitent pas à relever uniquement les prix en zones urbaines, comme cela s'est parfois produit par le passé ; le cycle actuel ne ménage pas ses efforts dans ce sens. Le groupe sur la pauvreté a également mis en place une petite étude expérimentale dans laquelle les statisticiens des différents pays tenteront d'identifier et de relever les prix communément payés par les pauvres lorsque ceux-ci sont différents des prix relevés dans le cadre plus général du PCI.

Il est clairement établi que les pauvres dépensent leurs budgets limités de façon différente que les riches et le progrès majeur du groupe sur la pauvreté a été de prendre ce fait en compte dans les taux de PPA. Cet ajustement sera sans doute important puisque les pauvres achètent parfois des biens que les riches n'achètent pas. Prenons l'exemple de l'Inde : le *jowar* (sorgho) est la denrée de base pour un grand nombre de pauvres alors que les personnes plus aisées mangent du riz ou du blé. Il faut également noter que l'utilisation des agrégats nationaux ne permet pas de représenter tout le monde de façon équitable. En effet, comme les agrégats nationaux représentent le total de l'argent dépensé, ceux qui dépensent davantage sont représentés en fonction du montant de leurs dépenses. Ainsi, alors que les structures des dépenses des riches et des pauvres sont différentes, les structures des agrégats se rapprochent bien plus des premiers que des derniers. Si l'on veut mettre en place des seuils de pauvreté comparables au plan international entre l'Inde et le Kenya par exemple, il n'est pas souhaitable que les facteurs de conversion accordent beaucoup de pondération aux prix relatifs des automobiles, des ordinateurs ou des services bancaires ou d'assurance. Bien comprendre cela apportera un plus si les prix relatifs internationaux des biens consommés par les pauvres sont systématiquement différents. Ce serait certainement le cas si nous comparions des populations pauvres dans des pays pauvres à des populations pauvres dans des pays riches et si les pauvres consommaient systématiquement moins de biens marchands et plus de biens non marchands. Mais il n'est pas évident à première vue que cela soit vrai, et la situation est d'autant moins claire dans le cas qui nous intéresse ici, à savoir les prix relatifs pour les populations pauvres dans différents pays pauvres.

Comment calculer les PPA de la pauvreté

Le travail actuellement en cours combine les prix nationaux relevés par le PCI et les données sur les schémas de consommation des pauvres tirés des nombreuses enquêtes auprès des ménages auxquelles la Banque Mondiale a accès. Ces données ont été traitées au cours des trois dernières années pour former un cadre homogène grâce à un travail colossal du groupe de données de la Banque. >> ... à suivre, page 8

Angus Deaton ... suite de la page 7

Parce que les enquêtes auprès des ménages ne font pas l'objet d'une harmonisation internationale, on ne peut combiner les structures des prix et des dépenses qu'à un niveau d'agrégation assez élevé se situant soit au niveau des rubriques de base ou au-dessus. En principe, combiner les pondérations des dépenses provenant d'une source (enquêtes auprès des ménages) aux prix d'une autre source (le PCI) pour calculer les indices de prix pour les PPA est un exercice mécanique. Et, une fois que les structures de dépenses des pauvres sont connues, rien dans ces calculs ne diffère des calculs standard des PPA dont nous avons l'habitude.

La nouveauté ici réside dans la façon de sélectionner les ménages « internationalement pauvres » dans chaque enquête puisque c'est à partir de ces données que nous devons obtenir les schémas de consommation utilisés ultérieurement comme pondérations. Afin d'identifier ces ménages, il convient de convertir le seuil de \$1 par jour au taux de change des PPA, mais on ne peut connaître les PPA qu'une fois les pondérations obtenues. Ce problème de simultanéité peut être résolu par tâtonnements, en commençant par un ensemble provisoire de PPA, en identifiant les ménages vivant au niveau du seuil de pauvreté dans chaque pays, en calculant la moyenne de leurs schémas de consommation et en confrontant les résultats aux prix du PCI pour calculer les nouvelles PPA. Il faut ensuite répéter ce processus jusqu'à l'obtention de la convergence. Selon certaines hypothèses s'appuyant sur les courbes d'Engel pour les ménages, il est possible de court-circuiter ce processus et de calculer les PPA directement. Ces PPA pour « cas spéciaux » peuvent être utilisés comme valeurs de départ pour les calculs itératifs. Dans la pratique, la convergence s'avère rapide et les PPA pour « cas spéciaux » sont très proches des PPA définitives. Cet aspect des calculs ne présente donc aucune difficulté majeure. Notons également que dans toute enquête, quelle que soit son importance, il est peu probable de trouver des ménages se situant exactement au niveau du seuil de pauvreté. On peut esquiver cette difficulté en examinant les structures de dépenses des ménages proches du seuil de pauvreté et en faisant une moyenne pondérée des dépenses, avec des pondérations plus importantes à mesure que le ménage se rapproche du seuil de pauvreté. Si nous sommes prêts à reconnaître aux courbes d'Engel une forme fonctionnelle spécifique, il n'est pas nécessaire d'établir une moyenne près du seuil puisque cette forme fonctionnelle peut être utilisée pour évaluer les structures des dépenses au niveau du seuil lui-même.

La taille de l'échantillon et les erreurs types constituent un dernier problème. Alors que certaines enquêtes auprès des ménages portent sur des dizaines et même des centaines de milliers de ménages, nombre d'entre elles sont beaucoup plus restreintes, et dans ces cas là, la question de la précision des estimations des schémas de consommation se pose réellement. Cette préoccupation est accentuée par le fait que nous ne prenons pas en compte tous les ménages mais seulement ceux proches du seuil de pauvreté et dans certains pays au revenu moyen, il est probable que les ménages dont les dépenses sont réellement prises en compte soient peu nombreux. Au cours de notre travail préliminaire, nous avons été particulièrement attentifs à cette question et nous avons utilisé la variabilité de l'échantillon associée à la conception de chaque enquête pour calculer les erreurs types des échantillonnages pour les PPA de la pauvreté. Même si on ne peut éluder le problème des enquêtes portant sur un nombre très restreint de ménages pauvres, nos calculs préliminaires indiquent que les erreurs d'échantillonnage ne

sont pas vraiment préoccupantes. Cela s'explique en partie par le fait que les indices des PPA peuvent eux-mêmes être considérés comme des moyennes calculées à partir d'un grand nombre de ratios de prix spécifiques aux produits de base. Ainsi, l'indice sera évalué de façon plus précise que les schémas de consommation qui entrent dans son calcul. Nous pensons que les erreurs d'échantillonnage sont susceptibles d'être moins importantes que certaines erreurs d'autres types commises dans le relevé de certains prix par exemple.

Dans les prochains mois, l'équipe sur la pauvreté rassemblera les prix relevés récemment et les données émanant des enquêtes auprès des ménages. Nous saurons alors si nos progrès méthodologiques peuvent aboutir à des estimations concrètes et si les PPA de la pauvreté sont très différentes des PPA. Le cas échéant, nous disposerons d'une base nous permettant de mieux calculer les taux de pauvreté. Dans le cas contraire, les connaissances acquises permettront de contrer l'argument selon lequel les chiffres actuels de la pauvreté mondiale sont sérieusement faussés par l'utilisation de conversions à des taux de change inadaptés. ■

*Alan Heston ... suite de la page 4***Pour résumer**

Ces notes fournissent quelques éléments de base qui expliquent pourquoi l'approche dépenses pour estimer les PPA et le produit réel avait été adoptée en 1968 et constituait le principal axe de recherche du PCI. Etant donné qu'il y avait un grand intérêt à disposer d'estimations comparables par secteur du produit réel et, comme le PCI ne pouvait y répondre, il n'est donc pas surprenant de constater que des estimations alternatives aient été réalisées en dehors du cadre institutionnel du PCI, tout particulièrement par le Groningen Growth and Development Center. Il y a une initiative en matière de recherche qui répondrait clairement aux besoins des deux approches, production et dépenses, ce serait la constitution d'archives internationales sur les prix qui comprendraient à la fois les prix du produit final et des biens intermédiaires. Davantage de méta-études sur les études de régression hédonique dans l'espace, telles que celles sur les loyers, faciliteraient également les approches dépenses et production.

Références choisies

- Ark, B. Van, and M.P. Timmer**, 2001 "PPOs and International Productivity Comparisons: Bottlenecks and New Directions", Séminaire conjoint Banque Mondiale-OCDE sur les PPA, 30 Janvier - 2 Février, Washington, D.C.
- Gilbert, M. and I. Kravis**, 1954 *An international comparison of national products and the purchasing power of currencies, a study of the United States, the United Kingdom, France, Germany, and Italy*, Paris, OECDE.
- Hollister, William Wallace**, 1958 *China's gross national product and social accounts, 1950-1957*, Glencoe, Ill., Free Press.
- Maddison, A. and B. Van Ark**, 2002 "The International Comparison of Real Product and Productivity," in A. Maddison, D.S. Prasad Rao and W.F. Shepherd, eds., *The Asian Economies in the Twentieth Century*, Edwar Elgar, Cheltenham, pp. 5-26.
- Paige, D. and G. Bombach**, 1959 *A Comparison of National Output and Productivity of the United Kingdom and the United States*, OECDE, Paris.

Pertinence des PPA de la pauvreté à la Banque Asiatique de Développement

Bishnu D. Pant, *Chef Economiste adjoint, Banque Asiatique de Développement*



L'objectif premier de la Banque Asiatique de Développement (BAsD) est de réduire la pauvreté dans ses pays membres en voie de développement. Pour suivre de près cet objectif, il est indispensable d'utiliser des mesures précises d'incidence de la pauvreté qui soient comparables et puissent être agrégées au niveau régional. De telles mesures de la pauvreté constituent la base des comparaisons temporelles et spatiales de la pauvreté à l'intérieur des pays, entre les pays et pour l'ensemble de la région. Il est capital pour la BAsD que le taux de pauvreté soit correctement calculé dans la mesure où les deux tiers des pauvres de la planète vivent dans la région Asie Pacifique. Les gouvernements et les organismes de développement ont besoin de ces mesures de la pauvreté pour prendre des décisions politiques éclairées et observer les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté.

On se heurte à des difficultés en comparant les niveaux de pauvreté entre les pays puisque les agrégats économiques comme la consommation et le produit intérieur brut sont exprimés en monnaies nationales. Souvent, la conversion des données d'une monnaie nationale en monnaie commune en utilisant des taux de change donne des résultats qui ne reflètent pas les évolutions des pays comparés puisque les taux de change sont tributaires de facteurs à court terme et soumis à des distorsions importantes causées par des mouvements spéculatifs ou, dans une certaine mesure, par l'intervention des gouvernements. Le concept de Parité du Pouvoir d'Achat (PPA) à la base du Programme de Comparaison Internationale (PCI) est la méthode la plus cohérente pour comparer les niveaux de production économique et le pouvoir d'achat des pauvres ; en permettant de voir directement les différences au niveau des prix et des volumes des biens et des services dans divers pays.

Le cycle actuel du PCI représente un effort mondial concerté visant à améliorer à la fois la qualité et la pertinence des données sur les PPA. Vingt-trois pays d'Asie Pacifique participent à cette entreprise, sous la direction et la coordination générale de la BAsD. L'un des faits marquants de la réorganisation actuelle du PCI est le travail entrepris pour produire des PPA de la Pauvreté, sous les auspices du Groupe Consultatif sur la Pauvreté du PCI (PAG). La BAsD est en cours d'adoption d'une nouvelle méthodologie d'agrégation des PPA de la Pauvreté recommandée par le PAG. Cette méthodologie consiste notamment à utiliser les PPA nationales par rubrique de base et les repondérer selon les schémas de consommation des ménages « pauvres » dans les pays où la pauvreté prédomine. La BAsD salue cette avancée qui représente un premier pas important pour répondre aux critiques selon lesquelles les PPA générales du PCI ne reflètent pas fidèlement les schémas de consommation des pauvres à travers le monde.

La BAsD, en étroite collaboration avec 17 pays membres, a entrepris de développer davantage les PPA de la Pauvreté. La région démarre

un projet pilote pour mener des analyses de sensibilité sur les PPA de la pauvreté qui découlent de l'utilisation d'ensembles alternatifs de données sur les prix et de diverses procédures d'agrégation. Ces analyses visent à apporter un éclaircissement à une question qui se pose de longue date : les PPA obtenues à partir des prix des biens et des services concernant les pauvres seront-elles très différentes des PPA de la Pauvreté calculées à partir des prix moyens des biens et des services consommés par l'ensemble de la population ? Cette étude aidera à définir des domaines d'amélioration pour les prochains cycles du PCI.

L'une des caractéristiques du travail mené sur les PPA de la Pauvreté en Asie Pacifique, c'est l'approche participative qui implique les pays à toutes les étapes du processus afin qu'ils puissent s'approprier cette initiative et les résultats de l'étude. Pour l'enquête, un panier de pauvreté comprenant des produits alimentaires et non alimentaires habituellement achetés par les ménages pauvres a été constitué. Une approche sous-régionale a été adoptée pour définir les produits sur lesquels portent l'enquête afin de veiller à ce que les différents schémas de consommation de la région soient pris en compte. Les 17 pays ont été répartis en trois groupes, à savoir, Asie du Sud, Mékong et autres. Des experts de chaque groupe se sont réunis pour dresser une liste de produits conformes au panier de consommation des pauvres. Les listes des trois groupes ont ensuite été fusionnées pour constituer le panier de pauvreté de l'Asie Pacifique. Les points de vente qui feront l'objet d'une enquête seront limités à ceux habituellement fréquentés par les pauvres, comme les marchés hebdomadaires ou ouverts, les boutiques de quartier et les petits commerces. L'enquête sera menée à l'échelle nationale dans les 17 pays participants afin d'évaluer séparément un prix moyen national pour les zones urbaines et les zones rurales.

La BAsD exprime sa profonde reconnaissance aux pays pour leur soutien indéfectible aux activités du PCI, y compris à l'étude spéciale sur l'analyse de la sensibilité des PPA de la Pauvreté. L'amélioration de la précision des PPA de la Pauvreté permettra à la BAsD et à ses partenaires du développement de mieux comprendre les conditions des pays, et aboutira à des politiques nationales et à des stratégies d'aide plus ciblées pour ses pays membres en voie de développement.

La BAsD attend avec impatience la publication des estimations de la pauvreté fondées sur les PPA et continuera à apporter son concours à l'effort mondial visant à améliorer la qualité, la pertinence et l'opportunité des données sur la pauvreté. Il est également important de veiller à ce que les nouvelles données et les méthodologies qui les sous-tendent soient bien comprises et acceptées. La durabilité du PCI revêt une importance capitale puisque ce dernier fournit une infrastructure normalisée pour le recueil et le traitement des données relatives aux PPA de la Pauvreté. La mise en oeuvre de la série de PPA de la Pauvreté devrait être réalisable, en utilisant soit des données recueillies dans le cadre du travail du PCI, soit, et c'est facile de l'obtenir, en utilisant l'infrastructure du PCI avec un minimum d'efforts et de soutien extérieur pour les pays. Le fait de disposer régulièrement de données sur la pauvreté basées sur les PPA sera un atout considérable pour suivre les progrès des programmes de réduction de la pauvreté de la BAsD. ■

“L'amélioration de la précision des PPA de la pauvreté aboutira à des politiques nationales et à des stratégies d'aide plus ciblées pour ses pays membres en voie de développement...La durabilité du PCI revêt une importance capitale puisque ce dernier fournit une infrastructure normalisée pour le recueil des données”

Un nouvel outil logiciel de recueil et de validation de données - pour l'équipement, la construction et les rémunérations du secteur public

Vilas Mandlekar, Senior Information Officer, Banque Mondiale



Pourquoi un nouvel outil logiciel ?

Un grand nombre de pays et de régions ont utilisé le Module de Relevé des Prix du Tool Pack du PCI pour la collecte, la validation et le traitement des articles de consommation des ménages. Les régions ont également eu la possibilité d'utiliser d'autres logiciels pour le recueil des données relatives à la consommation des ménages mais ont surtout utilisé le Module de Traitement des Données du Tool Pack pour leur validation et traitement. Les articles de consommation des ménages sont bien définis, sur la base de spécifications courtes et précises et d'exigences en matière de recueil de données comprenant principalement le prix de l'article, l'unité de mesure et la quantité. De plus, les pays ont acquis une grande expérience dans le relevé de prix d'articles de consommation des ménages grâce au travail réalisé dans les enquêtes sur les IPC.

Néanmoins, le recueil et la validation des données sur les articles de construction, d'équipement et de rémunérations du secteur public (ECC) présentent des lacunes en terme de méthodologie bien définie pour le recueil et l'analyse des données et en termes d'outils logiciels utilisés à ces fins. L'ensemble des catégories de la construction, de l'équipement et des rémunérations du secteur public représente une part importante du PIB pour la plupart des pays et par conséquent un élément essentiel du PCI. Contrairement aux articles de consommation des ménages pour lesquels il est nécessaire de procéder à une comparaison directe, pour les biens d'équipement par exemple, on recommande de regrouper les produits similaires lorsque cela est possible. Néanmoins, dans la pratique, des modèles de relevés de prix ont été conçus dans le but d'intégrer les principales caractéristiques déterminant les prix pour apporter de la flexibilité dans les relevés de prix. Si une équivalence parfaite est impossible, on pourra toujours comparer les prix en gardant les mêmes caractéristiques principales de l'article, y compris sa performance, sa fiabilité, sa fonction, sa technologie etc... De plus, si l'on veut analyser et comparer de façon efficace la structure des coûts, il faut non seulement prendre en compte les coûts d'équipement mais aussi les coûts d'installation, de transport ou les taxes.

Pour la Construction, outre la description détaillée, les dessins à l'échelle, le détail des frais matériels, les coûts de location des équipements et les coûts de main d'oeuvre sont nécessaires. La collecte des données sur les rémunérations du secteur public présente des besoins particuliers en termes de détails à saisir pour comparer les rémunérations par emploi entre les différents pays.

Pour relever ces défis, le Bureau Mondial (BM) a mis au point deux outils logiciels: les Formulaires de Saisie des Données du PCI (DCF) pour la collecte des données et le Module de Validation des Données du PCI (DVM) pour les validations internes aux pays et entre les pays. Ces outils logiciels sont un premier pas vers la normalisation et la simplification de ces opérations. Ils contribueraient également à renforcer les capacités des pays dans ce domaine, d'autant plus

que nombre d'entre eux établissent actuellement des indices de prix pour ces catégories d'articles.

En quoi ces outils logiciels et les analyses qu'ils permettent sont-ils innovants ?


Le logiciel DVM est unique en ce qu'il donne simultanément une vision macro et micro sur les prix des équipements, de la construction et des rémunérations du secteur public. Cela permet aux coordonnateurs régionaux de disposer d'un mode d'analyse très efficace. D'un point de vue technique (logiciel), la nouveauté réside dans la façon dont les données complexes sont structurées et présentées aux utilisateurs.

Concernant la collecte des données, le logiciel permet à l'utilisateur de visualiser des descriptions détaillées. Par exemple, pour les biens d'équipement, les utilisateurs ont le choix entre trois options pour chaque spécification: un produit « préféré » présentant des spécifications rigoureuses pour des produits parfaitement similaires, et un produit « alternatif » comparable au produit « préféré » si ce dernier n'est pas disponible sur le marché. La troisième option est un produit « alternatif non spécifié » dans le cas où il n'est possible de relever ni le prix du produit « préféré », ni ceux du produit « alternatif » dans un pays. Le cas échéant, les pays doivent fournir une description détaillée notamment de la marque et du modèle du produit se rapprochant le plus du produit préféré ainsi que les caractéristiques déterminantes du prix. Cela permettra à un expert au niveau régional ou mondial de comparer de tels articles non spécifiés dans les différents pays et de décider d'accepter l'article en tant que substitut du produit préféré tel quel, d'accepter l'article avec un facteur d'ajustement de qualité, ou de refuser l'article et son prix dans la comparaison.

Quant à la validation du prix et des spécifications entre les pays, le DVM permet d'afficher côte à côte l'ensemble des prix observés (y compris le détail des caractéristiques et des composantes des prix) et les spécifications des produits. Pour les biens d'équipement, le DVM affiche les composantes des prix (comme les coûts d'installation, de transport ou les taxes). Pour les articles de construction, le logiciel fait apparaître le matériel, le crédit-bail des équipements, les coûts de main-d'oeuvre, etc. (pour permettre aux régions de comparer les prix dans et entre les pays). Outre la validation des prix pour les PPA, le système permet de comparer les coûts d'installation, les taxes, les coûts de main d'oeuvre et autres entre les pays. Ces informations peuvent éclairer les pays sur leurs structures de prix et leur permettre d'évaluer leur taux d'imposition par rapport à d'autres pays, par exemple.

Le DVM calcule les prix moyens à partir des observations à la fois en unités de monnaie nationale et en dollars américains ou en toute autre devise sélectionnée. Le module calcule également le coefficient de variation pour montrer la variabilité des prix moyens entre pays. Il affiche les anomalies en matière de prix ou de composantes de prix en rouge, jaune ou noir et fournit ainsi à l'utilisateur un repère visuel lui indiquant d'approfondir ce problème de données.

Pour illustrer les caractéristiques de validation du DVM, la copie d'écran montre une comparaison d'échantillons d'un produit pour deux pays. Les cases jaunes affichent les composantes des prix de trois produits (deux compresseurs d'air et un climatiseur). Les analystes des données régionales ont plusieurs possibilités: ils peuvent choisir de sélectionner ou d'écarter les observations de prix individuels ou choisir en masse uniquement des produits spécifiés « préférés » et/ou « alternatifs » dans une comparaison.

 Module de Validation des Données pour l'Équipement				Machines et équipements d'usage général Créé le 5/10/2006 à 4:54:21						
Entrer "X" pour sélectionner										
Année	2005		X							
	2006		X							
Type de produit	Préfééré		X							
	Alternatif		X							
	Non spécifié		X							
Pays Taux de change				Pays A			Pays B			
				87,2			97,4			
Code produit	Nom	Détails du produit et du prix		Moy. USD	Moy. LCU	Obs 1	Obs 2	Moy. USD	Moy. LCU	Obs 1
15.01.12.1.11	CLIMATISEUR (Résidentiel)			176	15 300	15 600	15 000	342	33 300	33 300
15.01.12.1.02	COMPRESSEUR D'AIR (Unité Remorquée)			103	8 945	9 121	8 770			
15.01.12.1.01	COMPRESSEUR D'AIR (Petit)			389	33 915	34 580	33 250	476	46 400	46 400
Type de produit	Préfééré					X				
	Alternatif						X			
	Alternatif non spécifié									X
Détails du prix	A. Coûts d'Équipement (en monnaie nationale)					26 000	25 000			39 000
	B. Installation si non comprise					2 080	2 000			3 000
	C. Transport si non compris					5 200	5 000			500
	D. Taxe non déductible si non comprise					1 300	1 250			3 900
	E. Taxe déductible si comprise									
	F. Sous Total (B + C + D - E)					8 580	8 250			7 400
Spécifications des produits alternatifs non spécifiés	Marque, modèle, année:							Marque (ABC), Modèle (XYZ), 2004		
	Puissance du moteur (kW):									1 000
	Pression (bars) :									10
	Volume du réservoir (Litres):									35
	Commentaires:									
	Source du prix:									
								Avec moteur électrique Distributeur national		

L'interface utilisateurs est simple et intuitive. L'utilisateur visualise l'information agrégée en moyennes et en dollars américains ou en unité monétaire locale (LCU) (en jaune) et valide ses données.

Il est possible de descendre dans les détails et de voir si le produit correspond au modèle préféré, au modèle alternatif ou non spécifié (en bleu), comme indiqué pour le compresseur d'air (petit). Pour un même produit, l'utilisateur aller chercher le détail des prix (en vert). S'il s'agit d'un produit « alternatif non spécifié », l'utilisateur peut encore descendre jusqu'aux caractéristiques et aux valeurs du produit (en gris) où sont affichés la marque, le modèle, d'autres caractéristiques et les valeurs caractéristiques saisies. Dans la phase finale de calcul des prix pour une catégorie de produits donnée, il existe une option permettant de créer un fichier des prix moyens au format du Tool Pack du PCI que l'on peut facilement intégrer pour calculer les PPA.

Quant au processus, les formulaires de recueil de données (module DCF) permettent de transférer efficacement les données sur les prix des pays vers la région. Au lieu de demander aux pays d'envoyer les formulaires de recueil de données, qui peuvent être volumineux (25 MB) car ils contiennent des descriptions de produits et des images, le logiciel saisit uniquement les données effectivement entrées par l'utilisateur, dans des fichiers texte beaucoup plus petits, facilitant ainsi le transfert de données par courrier électronique. La région peut ensuite afficher les observations détaillées sur les prix et les choix de spécifications en utilisant le logiciel DCF. ■

Pour plus d'informations sur ces deux modules informatiques, veuillez adresser un courriel à Vilas Mandlekar vmandlekar@worldbank.org ou à Ram Erabelly rerabelly@worldbank.org.

Le PCI poursuit son objectif en Asie Occidentale en dépit la crise dans la région

Tarik Alami, *Coordonnateur régional, PCI Asie Occidentale, NU-CESAO*



Malgré la récente crise au Liban, les activités du PCI en Asie Occidentale restent sur la bonne voie. Le siège de la Commission Economique et Sociale pour l'Asie Occidentale (CESAO) est situé à Beyrouth, capitale du Liban, depuis laquelle la CESAO gère et coordonne le programme du PCI pour la région. Ce programme a pu respecter ses objectifs principalement grâce à l'engagement des pays, la décision des hauts responsables de la CESAO de soutenir le PCI et de lui accorder une grande priorité, le dévouement de l'équipe de coordination régionale du PCI, l'aide du Bureau Mondial à Washington et le soutien financier du Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social.

En dépit de la situation de guerre préoccupante qu'a connue le Liban en juillet et août, la CESAO a continué à mettre en oeuvre le programme de travail prévu. Cela a été possible grâce à une communication permanente par courriel et téléphone entre les membres du personnel évacué, le personnel local basé à Beyrouth et le personnel du Bureau Mondial basé à Washington et travaillant sur l'Asie Occidentale.

Le Bureau Régional du PCI pour l'Asie Occidentale, en collaboration avec le Bureau Mondial, est en train de réunir et de finaliser les données sur la consommation pour 2005. Celles-ci seront combinées aux pondérations des rubriques de base des comptes nationaux, aux indices de prix à la consommation et aux pondérations spatiales régionales en cours de vérification, afin de calculer les moyennes nationales des prix annuels et de produire les PPA préliminaires de la consommation. Ces chiffres accompagnés d'un rapport régional constituent la première série de résultats livrables et seront publiés début 2007.

La prochaine étape du PCI est extrêmement importante. Parallèlement au processus dynamique de calcul des moyennes nationales des prix annuels et des PPA pour 2005, le Bureau Régional validera les données sur la construction, l'équipement et les rémunérations du secteur public. Le travail sur la comparaison de l'Anneau comprenant Oman et la Jordanie pour la région d'Asie Occidentale sera finalisé. Les estimations des PPA préliminaires couvrant le PIB total seront présentées au début du deuxième trimestre 2007.

Les pays d'Asie Occidentale ont tous montré un intérêt manifeste pour le PCI et s'y sont impliqués, soit en lui assurant des ressources financières, en exécutant les tâches demandées dans les délais impartis soit en intégrant un service du PCI dans leurs instituts nationaux de statistiques. Les pays sont parfaitement conscients de l'importance des avantages directs au niveau national et international. Ils connaissent également les importantes implications politiques lorsque les données sur les PPA apporteront leur éclairage sur la structure relative des économies, et soutiennent donc une formulation de politiques fondées sur les faits et le suivi des progrès réalisés pour atteindre les objectifs visés, comme les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Il est important de noter que les pays participants se sont appropriés le programme, et ce d'autant plus qu'une série de réunions et d'ateliers ont mis l'accent sur les résultats escomptés de ce programme capital, c'est-à-dire la présentation d'un ensemble «plus clair» d'indicateurs économiques et de comparaisons économiques plus fiables entre les pays. ■

Rédacteur en chef
Yonas Biru

Rédacteur en chef adjoint
Amy Siew Hua Lee

Rédacteurs Traduction
Yuri Dikhanov
Nada Hamadeh

Veuillez adresser vos commentaires, contributions et demandes d'inclusion dans la liste de diffusion à [Amy Lee](mailto:Amy.Lee@worldbank.org) slee9@worldbank.org

International Comparison Program
The World Bank
1818 H Street NW, MC2-209
Washington D.C. 20433 EEUU

Le Programme de Comparaison Internationale (PCI) est la plus grande initiative mondiale en matière de statistiques et à laquelle participent 107 pays. Il réalise des estimations de niveaux de prix, d'agrégats économiques en termes réels et de Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) comparables au plan international et qui fournissent aux utilisateurs des informations sur la taille relative des marchés, la taille et la structure des économies et les pouvoirs d'achat relatifs des monnaies. Un Bureau Mondial du PCI, sis à la Banque Mondiale, gère le programme mondial. Les instituts nationaux de statistiques mettent en œuvre le programme sur le terrain. Le Bureau Mondial travaille en étroite collaboration avec le Programme Eurostat/OCDE pour 43 pays et publie des données mondiales permettant de confronter les résultats du PCI à ceux du programme Eurostat/OCDE pour 150 pays de référence.

Les opinions exprimées dans PCI News sont celles des auteurs et ne représentent pas celles du Bureau Mondial du PCI ou de la Banque Mondiale.